



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MANCHE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



MARS 2013
NUMÉRO SPÉCIAL N° 14



ISSN 0996 - 7494

Le contenu intégral des textes et/ou les documents et plans annexés
peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication
est réalisée et sur le site Internet de la préfecture :

<http://www.manche.gouv.fr>

Rubrique : Annonces et avis – Recueil des actes administratifs

S O M M A I R E

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER 3
Arrêté n°2013 DDTM SE 11 du 7 mars 2013 réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de La Manche..... 3
Arrêté préfectoral n°2013 DDTM/SE 12 du 7 mars 2013 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs pour la saison 2013 dans le département de La Manche..... 6

DIVERS..... 7
DREAL : DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT 7
Arrêté du 5 mars 2013 donnant délégation de signature générale à certains agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie..... 7

Arrêté n°2013 DDTM SE 11 du 7 mars 2013 réglementaire relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département de La Manche

Art. 1 : Objet - Outre les dispositions directement applicables du code de l'environnement, la réglementation de la pêche en eau douce est fixée conformément aux articles suivants, dans les cours d'eau, canaux et plans d'eau du département de la MANCHE en amont de la limite de salure des eaux, à l'exception :

- des sections des cours d'eau ci-après, qui, situées en aval de leurs limites respectives de salure des eaux, sont soumises à la réglementation de la pêche maritime : la VIRE, en aval du pont des Veys, la TAUTE, en aval des portes à flots du pont éclusé de Saint Hilaire Petitville, la DOUVE, en aval du pont éclusé de la Barquette à Saint Côme du Mont, la SIENNE, en aval du pont neuf (vis à vis du château de Montchaton, situé à 3 900 m en amont du pont de la Roque), la SEE, en aval d'un point situé à 1 500 m en amont du pont Gilbert à Avranches, la SELUNE, en aval d'un point situé à 1 500 m en amont du pont routier de Pontaubault ; le COUESNON, en aval d'un point situé à 500 m en amont du pont de Pontorson.
- des plans d'eau existants au 30 juin 1984 établis en dérivation ou par barrages et équipés de dispositifs permanents empêchant la libre circulation du poisson entre ces plans d'eau et les eaux avec lesquelles ils communiquent :
- s'ils ont été créés en vertu d'un droit fondé sur titre comportant le droit d'intercepter la libre circulation du poisson,
- s'ils sont constitués par la retenue d'un barrage établi en vue de la pisciculture avant le 15 avril 1829, en travers d'un cours d'eau non domanial ne figurant pas à la liste prévue au 2° du I de l'article L. 214-17,
- s'ils résultent d'une concession ou d'une autorisation administrative, jusqu'à la fin de la période pour laquelle l'autorisation ou la concession a été consentie ;
- des plans d'eau ne communiquant pas avec des cours d'eau, ruisseaux ou canaux ;
- des piscicultures régulièrement installées et autorisées, équipées de dispositifs permanents empêchant la libre circulation du poisson, définies à l'article L.431-6 du code de l'environnement.

Art. 2 : Classification des cours d'eau

COURS D'EAU de 1^{ère} CATEGORIE (salmonidés dominants) Tous les cours d'eau ou portions de cours d'eau non classés en deuxième catégorie.

COURS D'EAU de 2^{ème} CATEGORIE (cyprinidés dominants) : le COUESNON, la SELUNE, entre son confluent avec l'Airon et le barrage de la Roche qui Boit à Ducey, le THAR, en aval du pont de la RN 173 de Granville à Sartilly, la SIENNE, en aval du confluent de l'Airon, à Ver, la SOULLES, en aval du déversoir du Vicquet, à St Pierre de Coutances, l'AY et ses affluents, en aval du pont de chemin de fer de la ligne Lessay-Périers, la DOUVE et ses affluents, en aval de la confluence avec la Scye, à l'exception de la Saudre, la SAUDRE, en aval du moulin du Hecquet, à St Sauveur le Vicomte, la SCYE, en aval du pont aux Bouchers, à Bricquebec, la SEVES, en aval de la partie amont du pont dit de Joliment, sur la RD 24 entre Périers et St Jores, la TAUTE, en aval du pont de Manne (route de Périers à St Lô), la VANLOUE, en aval de la RD 900, le LOZON, en aval de la RD 900, la TERRETTE, en aval de la RD 77, la VIRE, le Canal de VIRE et TAUTE, les étangs de Torigni sur Vire.

Art. 3 : cours d'eau à saumon et à truite de mer - Sont classés cours d'eau à saumon (arrêté du 26 novembre 1987 modifié par les arrêtés du 24 novembre 1988 et du 11 janvier 2000) : la VIRE, sur tout son cours dans le département, la SIENNE, en aval de son confluent avec le ruisseau de St Maur des Bois, commune de Beslon, la SELUNE, en aval de son confluent avec la Garenne, communes de Lapenty et Milly, le THAR, en aval du pont de la RD 105, reliant les communes de St Jean des Champs et la Lucerne d'Outremer, la SEE, en aval du pont de la RD 977, commune de Sourdeval, le COUESNON, en aval du pont du chemin vicinal de Vieux Vy sur Couesnon à Saint Ouen des Alleux.

Sont classés cours d'eau à truite de mer (arrêté du 28 novembre 1987, modifié par les arrêtés du 24 novembre 1988 et du 11 janvier 2000) : la DOUVE, en aval de son confluent avec le ruisseau de St Martin le Hébert, commune de Sottevast, la VIRE, sur tout son cours dans le département, la SAIRE, en aval de son confluent avec le ruisseau de Mesnil au Val, commune du Theil, la SINOPE, en aval du pont de la RD 902, la SIENNE, en aval de son confluent avec le ruisseau de St Maur des Bois, commune de Beslon, la SELUNE, en aval de son confluent avec la Garenne, communes de Lapenty et Milly, le THAR, en aval du pont de la RD 105, reliant les communes de St Jean des Champs et la Lucerne d'Outremer, la SEE, en aval du pont de la RD 977, commune de Sourdeval, le COUESNON, en aval du pont du chemin vicinal de Vieux Vy sur Couesnon à Saint Ouen des Alleux

Art. 4 : cours d'eau où le droit de pêche appartient à l'Etat - Le droit de pêche appartient à l'Etat sur les sections de cours d'eau suivantes : la DOUVE, du pont de St Sauveur le Vicomte au pont de la Barquette, le MERDERET, en aval du pont du CD 67 à Chef du Pont, la TAUTE, en aval du moulin du Mesnil à Marchesieux, le Canal de VIRE et TAUTE, la SEVES, du pont de Baupte à sa confluence avec la Douve, La MADELEINE, de la chaussée de Baupte à sa confluence avec la Douve, la SIENNE, de 150 m en aval du barrage d'Hyenville au Pont Neuf, la SEE, de sa confluence avec le Saultbesnon à 1 500 m en amont de Pont Gilbert, la SELUNE, de la digue du Moulin de Ducey à 1 500 m en amont du pont de Pontaubault, les Lacs de VEZINS et de la ROCHE QUI BOIT, le COUESNON, sur tout son cours départemental jusqu'à 500 m en amont du pont de Pontorson.

1 - **Temps et heures d'interdiction :**

Art. 5 : Temps d'interdiction dans les eaux de la 1^{ère} catégorie

La pêche est interdite en dehors des temps d'ouverture fixés ainsi qu'il suit :

1°- ouverture générale : du 2^{ème} samedi de mars à 8 heures au 3^{ème} dimanche de septembre.

2°- ouvertures spécifiques :

- grenouille verte du 2 juillet au 3^{ème} dimanche de septembre
- grenouille rousse du 2 mai au 3^{ème} dimanche de septembre
- anguille : du 2^{ème} samedi de mars au 15 juillet (sauf pour le bassin du Couesnon ouverture du 1^{er} avril au 31 août).

Les jours inclus dans les temps fixés par cet article sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche des écrevisses à pattes rouges, des torrents, à pattes blanches, à pattes grêles est interdite dans les eaux de 1^{ère} catégorie.

Art. 6 : Temps d'interdiction dans les eaux de la 2^{ème} catégorie

La pêche est interdite en dehors des temps d'ouverture fixés ainsi qu'il suit :

1°- ouverture générale : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2°- ouvertures spécifiques :

- brochet, sandre : du 1^{er} janvier au dernier dimanche de janvier, du 1^{er} mai au 31 décembre, inclus.
- truite fario, omble ou saumon de fontaine, omble chevalier, cristivomer, truite arc en ciel : du 2^{ème} samedi de mars au 3^{ème} dimanche de septembre.
- grenouille verte du 2 juillet au 3^{ème} dimanche de septembre
- grenouille rousse du 2 mai au 3^{ème} dimanche de septembre
- la pêche de l'anguille est autorisée du 2^{ème} samedi de mars au 15 juillet (sauf pour le bassin du Couesnon ouverture du 1^{er} avril au 31 août).
- anguille à la vermée interdite la nuit, autorisée de jour du 3^{ème} samedi d'avril au 15 juillet en seconde catégorie.

Les jours inclus dans les temps fixés par cet article sont compris dans les périodes d'ouverture.

La pêche des écrevisses à pattes rouges, des torrents, à pattes blanches, à pattes grêles est interdite dans les eaux de 2^{ème} catégorie.

Art. 7 : heures d'interdiction (article R.436-13) - La pêche ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher, sauf dispositions contraires prévues au présent arrêté.

Art. 8 : pêche de la carpe la nuit - La pêche de la carpe peut s'exercer à toute heure sur les parcours ci-après, toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée :

Rivière la VIRE : du pont de la RD 999 lieu-dit Candol (Saint-Lô) au pont de la RD 900 à Saint-Lô, du barrage du Maupas au pont de la route N174 à Pont-Hébert, rive gauche, du pont de la N 174 à Pont-Hébert, au barrage des Claires de Vire, commune de la Meauffe, rive droite, du barrage des claires de Vire, commune de la Meauffe, à la hauteur des anciennes carrières, commune de la Meauffe, rive droite (ruisseau de la Jouenne), des

anciennes carrières de la Meauffe, rive droite (ruisseau de la Jouenne) au pont d'Airel D8, du pont de Saint Fromond D8, rive gauche, à l'entrée du Canal Vire-Taute.

Rivière la DOUVE : de son entrée dans la commune de Beuzeville la Bastille au pont de la RD 67 à Beuzeville la Bastille (parcours limité à la rive droite). de la Mare St Martin à Liesville sur Douve jusqu'à l'embouchure de la Jourdan en rive gauche à Carentan, Etang du Boulay commune de Fresville

Rivière la TAUTE : de la maison des ormes, commune de Montmartin en Graignes, jusqu'à l'écluse de la RN 13, commune de St Hilaire Petitville, en rive droite seulement.

Canal du GRAVIER : Commune de Carentan (totalité du plan d'eau).

Rivière la SELUNE : Lac de retenue de la Roche qui Boit, rive droite lieu dit "la Fieffe au Roi", commune de Vezins, de la confluence du ruisseau du "Neufbourg" en amont à la lisière du bois en aval (400 m), Lac de retenue de VEZINS, au lieu dit le "bois d'Isigny", commune de VEZINS, Lac de retenue de VEZINS, au lieu dit "La Pommeraie", commune de St Martin de Landelles

2 - TAILLES MINIMUM DES POISSONS ET DES ECREVISSES :

Art. 9 : tailles minimum de certaines espèces (R. 436-18 du code de l'environnement)

Les poissons des espèces visées ci-après ne peuvent être pêchés et doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture si leur longueur, mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée, est inférieure à : 0,50 m pour le saumon, 0,50 m pour le brochet dans les eaux de 2^{ème} catégorie, 0,35 m pour la truite de mer, 0,35 m pour le cristivomer, 0,40 m pour le sandre dans les eaux de 2^{ème} catégorie, 0,30 m pour l'aloise, 0,30 m pour l'ombre commun et le corégone, 0,20 m pour la lamproie fluviatile, 0,40 m pour la lamproie marine, 0,23 m pour les truites autres que la truite de mer, l'omble ou saumon de fontaine et l'omble chevalier, 0,30 m pour le black-bass dans les eaux de 2^{ème} catégorie, 0,20 m pour le mulot.

La pêche des grenouilles vertes mesurant moins de 9 cm (mesurée entre le museau et le cloaque) est strictement interdite.

La pêche de l'anguille argentée et de l'anguille de moins de 12 cm (civelle) est interdite.

3 - NOMBRE DE CAPTURES AUTORISEES :

Art. 10 : limitation des captures de salmonidés et des carnassiers - Conformément aux dispositions de l'article R.436-21 du code de l'environnement le nombre de captures de salmonidés, autre que le saumon et, le cas échéant, la truite de mer, autorisé par pêcheur et par jour, est fixé à dix.

Dans les rivières de 1^{ère} catégorie et de 2^{ème} catégorie, le nombre de captures de truites autorisé est ramené à six par pêcheur et par jour.

Le nombre de captures cumulées de brochets et sandres autorisé par pêcheur et par jour est fixé à six.

4 - PROCÉDES ET MODES DE PECHE AUTORISES :

Art. 11 : 1° Dans les eaux de 1^{ère} catégorie, le nombre de lignes montées sur canne autorisé par membre d'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique est limité à une ligne.

2° Dans les eaux de 2^{ème} catégorie, le nombre de lignes autorisé par membre d'association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique est limité à 4.

3° Dans les eaux du domaine public ainsi que dans les plans d'eau classés en 1^{ère} catégorie, l'emploi de deux lignes montées sur canne est autorisé.

Conformément aux dispositions de l'article R.436-23 du code de l'environnement, les lignes doivent être montées sur cannes, munies de 2 hameçons ou de 3 mouches artificielles au plus. Elles doivent être disposées à proximité du pêcheur.

4° - Le seul engin autorisé dans les eaux de 1^{ère} catégorie en période d'ouverture, est la balance à écrevisses (six maximum). Les écrevisses des espèces non interdites de capture ne peuvent être transportées vivantes.

5° Dans les eaux de 2^{ème} catégorie, les engins autorisés sont : la balance à écrevisses (six maximum), la bosselle à anguilles (six maximum, diamètre maximum d'entrée 40 mm), la bouteille ou la carafe en verre pour la pêche des vairons et autres poissons servant d'amorces (une maximum, contenance limitée à 2 litres). Les écrevisses des espèces non interdites de capture ne peuvent être transportées vivantes

6° Dans les plans d'eau classés en 1^{ère} catégorie, la pêche à l'asticot est autorisée sans amorçage.

Parcours spécifiques :

7° - Sur la Vire : Pour la période du troisième samedi d'avril au 31 août : pêche à la mouche artificielle fouettée sur la partie suivante : limite amont sur la commune de St Lô : du rejet de la station d'épuration, limite aval sur la commune d'Agneaux : du château d'Agneaux.

Sur la Sée

Pour toute la période de pêche : pêche à la mouche artificielle fouettée sur la partie suivante : limite amont sur la commune de Vernix : passerelle de Lartour, limite aval sur la commune de Vernix : pont de la RD 162

Sur la Taute : Pour la période du 3^{ème} samedi d'avril au 3^{ème} dimanche de septembre : pêche à la mouche fouettée en « no kill » sur la commune de Vaudrimesnil du pont de la RD52 (lieu dit le pont Tardif) à la passerelle du lieu dit Le Hézard

Canal du Gravier, Canal des Espagnols, Canal du Vieux Bout et Canal d'Auvers

Pour toute la période de pêche : pêche de la carpe en « no-kill »

Canal Vire-Taute : Pour la période du 1^{er} janvier au dernier dimanche de janvier et du 1^{er} mai au 31 décembre : pêche du carnassier aux leurres artificiels exclusivement sur toute sa longueur

5 - PROCÉDES ET MODES DE PECHE PROHIBES :

Art. 12 : 1° Le transport et l'usage de la gaffe sont interdits dans l'ensemble des cours d'eau.

2° Pendant la période d'interdiction spécifique de la pêche du brochet et du sandre, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel, à la cuiller et aux leurres susceptibles de capturer le poisson de manière non accidentelle, à l'exception de la mouche artificielle, est interdite dans les eaux classées dans la 2^{ème} catégorie. Cette interdiction ne s'applique pas à la pêche du saumon et de la truite de mer dans les cours d'eau ou parties de cours d'eau classés comme cours d'eau à saumon et à truite de mer.

3° L'emploi des asticots et autres larves de diptères est interdit dans les eaux de 1^{ère} catégorie, à l'exception des plans d'eau visés à l'article 11.6°. L'usage d'appâts et amorces suivants est interdit : oeufs de poisson, poissons vifs ou morts pour lesquels il existe une taille minimum de capture ou une mesure de protection particulière (chabot, vandoise).

L'emploi d'hameçons au-dessus de la taille n°5 pour la pêche de la truite au ver est interdit.

L'emploi d'esches animales interdit la nuit pour la pêche à la carpe, dont le relâcher est obligatoire

4° En vue de protéger les frayères, la pêche en marchant dans l'eau est interdite dans les cours d'eau et parties de cours d'eau de 1^{ère} catégorie, pendant la période allant du 1^{er} janvier au 1^{er} mai.

5° La pêche par grappinage et harponnage est interdite dans l'ensemble des cours d'eau.

6° La pêche aux ver et crevette est interdite à compter du 3^{ème} samedi d'avril sur la Sée en amont du Pont de Vernix (RD 162) jusqu'au Pont de Cuves (RD 48) et sur la Sélune en amont du barrage de Quincampoix jusqu'au barrage de La Roche qui Boit.

6 - DISPOSITIONS DIVERSES :

Art. 13 : Vente - Il est interdit de vendre, de colporter ou de troquer le produit de sa pêche si l'on ne peut justifier de la qualité de pêcheur professionnel en eau douce, ou de la provenance du poisson à partir d'eaux non visées par le présent arrêté.

Art. 14 : cours d'eau et plans d'eau mitoyens - Quand un cours d'eau ou un plan d'eau est mitoyen entre plusieurs départements, il est fait application des dispositions les moins restrictives applicables dans les départements concernés.

Art. 15 : concours de pêche - L'organisation de concours de pêche dans les cours d'eau de la 1^{ère} catégorie est soumise à l'autorisation préalable du préfet.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de l'accusé de réception de la demande d'autorisation pour faire connaître sa décision. Passé ce délai, le concours de pêche est réputé autorisé aux conditions de la demande, qui devront respecter la réglementation applicable en 1^{ère} catégorie.

Art. 16 : introduction d'espèces (R.432-5 du code de l'environnement) - La liste des espèces de poissons, grenouilles et crustacés susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques et dont l'introduction dans les eaux visées par cet arrêté est, de ce fait, interdite, est fixée comme suit :

Poissons : le poisson-chat : *Ictalurus melas* ; la perche soleil : *Lepomis gibbosus*

Grenouilles : les espèces de grenouilles (*Rana* sp.) autres que : grenouille des champs : *Rana arvalis*, grenouille agile : *Rana dalmatina*, grenouille ibérique : *Rana ibérica*, grenouille d'Honnorat : *Rana honnorati*, grenouille verte de Linné : *Rana esculenta*, grenouille de Lessona : *Rana lessonae*, grenouille de Perez : *Rana perezii*, grenouille rieuse : *Rana ridibunda*, grenouille rousse : *Rana temporaria*, grenouille verte de Corse : *Rana groupe esculenta*

Crustacés : le crabe chinois : *Eriocheir sinensis*

les espèces d'écrevisses autres que : écrevisse à pattes rouges : *Astacus astacus*, écrevisse des torrents : *Astacus torrentium*, écrevisse à pattes blanches : *Austropotamobius pallipes*, écrevisse à pattes grêles : *Astacus leptodactylus*.

Art. 16 : réserves de pêche - Compte tenu de la nécessité d'assurer une protection particulière du peuplement piscicole, la pêche de toutes espèces de poissons est interdite par quelque mode que ce soit, y compris la ligne flottante, dans les eaux désignées ci-après :

LA SIENNE : pont de la Roque - commune d'Orval - de 50 m en amont à 50 m en aval du pont (Arrêté du ministère de la Mer en date du 29 janvier 1982).

barrage de la Minoterie - communes de Hyenville et Orval de 50 m en amont à 300 m en aval barrage du Moulin - commune de Quetteville sur Sienne de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Guelle - commune de Cérences de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin Paturel - commune de Cérences, pour la section délimitée de la façon suivante : limite amont : 50 m en amont du vieux barrage à vannes en ciment armé ; limite aval : 20 m en aval d'un gros chêne isolé en rive droite

barrage du moulin de Valencey - communes de Cérences et Ver de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Huet - commune de Gavray de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Gavray - commune de Gavray de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Saint Denis - communes de Saint Denis le Gast et La Baleine de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Beaufils - communes de Hambye et La Baleine de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Mauny - communes de Hambye et La Baleine de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de la Laiterie - commune de Sourdeval les Bois de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage du moulin de l'Orbehaye - communes de Sourdeval et Percy de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de la Carrière - communes de La Bloutière et La Colombe de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de la Baye - commune de La Bloutière de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de la Minoterie de la Foulerie - commune de Villedieu-les-Poêles de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin du Bourg l'Abbesse - commune de Villedieu-les-Poêles de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin du Pont Chignon - commune de Villedieu-les-Poêles de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin du village des Ponts - communes de Sainte Cécile et Beslon de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

LA SOUILLES : Pont de la Roque - commune d'Orval - de 50 m à l'amont à 50 m à l'aval du pont (arrêté du ministère de la Mer en date du 29 janvier 1982)

LE THAR : barrage du moulin de la Vallée - commune de Saint Aubin des Préaux de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

LA DOUVE : barrage de la Barquette - communes de Carentan et Saint Côme du Mont de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage (décret n°52-1348 du 15 décembre 1952)

barrage du moulin Ferey - commune de Saint Sauveur le Vicomte de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de l'usine Gloria - commune de Magneville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de l'Etang Bertrand - commune de l'Etang Bertrand de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

LA JOURDAN : de l'embarcadère jusqu'au pont de Pierres - commune de Saint Côme du Mont sur les 2 rives.

LA SELUNE : barrage de la Roche qui Boit - communes de Ducey et Saint Laurent de Terregatte de 50 m en amont du barrage jusqu'à 120 m en aval.

LE COUESNON : barrage de la Caserne - commune du Mont Saint Michel de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage. (décret n°52-1348 du 15 décembre 1952)

LA VIRE : portes à flots - commune des Veys de 50 m en amont à 50 m en aval de l'ouvrage. (arrêté du ministère de la Mer en date du 29/01/1982)

barrage du Porribet - commune d'Airel de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage des Claies de Vire - communes de Cavigny, La Meauffe et Pont-Hébert depuis le départ du bief en rive gauche jusqu'au confluent avec la Vire de 50 m à l'amont du barrage à 100 m en aval du barrage

microcentrale de Saint-Lô - commune de Saint-Lô de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage de l'usine (barrages et vannages de décharge compris)

microcentrale de Candol - commune de Saint-Lô, entre : A l'amont : le départ du bief de prise d'eau de la microcentrale ; A l'aval : le confluent du ruisseau de Coquillat avec la Vire

moulin des Rondelles - communes de Gourfaleur et Saint-Lô - écluse du moulin des Rondelles (bief, écluse et abords) : depuis 200 m en aval du pont de la route de Tessy jusqu'à 60 m en aval de l'écluse elle-même

barrage de la Mancellière - commune de La Mancellière sur Vire

1) depuis 50 m en amont jusqu'à 50 m en aval du barrage

2) depuis 50 m en amont jusqu'à 100 m en aval du prébarrage et de la microcentrale

barrage d'Aubigny - commune de Sainte Suzanne sur Vire de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du moulin de Condé sur Vire - commune de Condé sur Vire de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de la Roque - commune de Condé sur Vire de 50 m en amont du barrage au Pont de la Roque

barrage de Troisgots - lieu-dit "la Chapelle sur Vire" depuis 50 m en amont du barrage jusqu'au confluent avec le canal de fuite (canal de fuite compris)

barrage du moulin de Fervaches - commune de Domjean depuis 50 m en amont du barrage jusqu'aux ruines du pont du chemin de halage, situé environ 200 m plus bas, canaux de fuite compris

barrage de Tessy sur Vire depuis 50 m en amont du barrage jusqu'au confluent de la rivière avec le canal de fuite de l'usine principale, canaux de fuite compris

barrage de Fourneaux - de 50 m à l'amont à 50 m à l'aval du barrage

LA SAIRE : barrage du Parquet - commune de VALCANVILLE de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage du moulin d'Esseuilles - commune de Le Vicel de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage du moulin Foulon - communes de Le Vicel et Valcanville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage du moulin de l'Hopital - commune de Valcanville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage de la Laiterie - commune de Valcanville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage du Houx - commune de Le Vast de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

cascade du moulin du Vast - commune de Le Vast de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage.

barrage des Moulins - commune de Le Vast de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de la Filature - commune de Gonnevillle de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

bief du moulin d'Anneville - commune d'Anneville en Saire du moulin de la ville (limite amont de la parcelle cadastrale A n°251) à la jonction avec la rivière la Saire (limite aval de la parcelle cadastrale A n°286)

LA SINOPE : barrage de la Laiterie - commune de Saint Martin d'Audouville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de la pisciculture - commune de Lestre de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

barrage de Quinéville - commune de Quinéville de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage

LA SÉE : barrage déversoir du moulin de Cuves - commune de Cuves de 50 m en amont à 50 m en aval du barrage déversoir et du vannage

retenue du moulin des pêcheries - commune de Brécéy du barrage à la passerelle du Tertre Jouault et ruisseau du moulin de la RD104 à sa confluence avec la Sée

Art. 18 : Conditions et modes de pêche des poissons migrateurs - La pêche des poissons migrateurs (saumon, truite de mer, lamproie, alose, anguille) fait l'objet d'un arrêté annuel réglementant cette activité.

Art. 19 : Le présent arrêté abroge et remplace celui du 17 janvier 2012.

Art. 20 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie de la Manche, le président de la fédération des associations pour la pêche et la protection du milieu aquatique et tous les agents assermentés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé : le préfet : Adolphe COLRAT.

Arrêté préfectoral n°2013 DDTM/SE 12 du 7 mars 2013 relatif à l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs pour la saison 2013 dans le département de La Manche

Art. 1 : Pêche du saumon et de la truite de mer : En 2013, la pêche du saumon est interdite sur l'ensemble des bassins, en dehors des cours d'eau ou parties de cours d'eau pour lesquels un Total Admissible de Capture (TAC) est défini en référence aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

En 2013, la pêche de la truite de mer est interdite sur l'ensemble des bassins, en dehors des cours d'eau ou parties de cours d'eau classés à truite de mer.

Bassin Seine Normandie : Sont classés cours d'eau à truite de mer :

- la DOUVE, en aval de son confluent avec le ruisseau de Saint Martin le Hébert, commune de SOTTEVAST ;
- la VIRE, sur tout son cours dans le département ;
- la SAIRE, en aval de son confluent avec le ruisseau de Mesnil au Val, commune du THEIL ;
- la SINOPE, en aval du pont de la RD 902 ;
- la SIENNE, en aval de son confluent avec le ruisseau de SAINT-MAUR-DES-BOIS, commune de BESLON ;
- la SELUNE, en aval de son confluent avec la Garenne, communes de LAPENTY et MILLY ;
- le THAR, en aval du pont de la RD 105, reliant les communes de SAINT JEAN DES CHAMPS et la LUCERNE D'OUTREMER ;
- la SEE, en aval du pont de la RD 977, commune de SOURDEVAL ;

Bassin Loire Bretagne : Est classé cours d'eau à truite de mer :

- le COUESNON, en aval du pont du chemin vicinal de Vieux Vy Sur Couesnon, commune de SAINT-OUEN-DES-ALLEUX (35) ;

Art. 2 : Bassin Seine-Normandie - Périodes d'ouverture - La pêche du saumon et de la truite de mer est interdite en dehors des temps fixés ci-dessous :

Périodes d'ouverture	
Vire	1 ^{er} mai au 2 ^{ème} dimanche de juin . du 2 ^{ème} samedi de juillet au 3 ^{ème} dimanche de septembre
Sée amont (amont de la commune de Cuves)	du 2 ^{ème} samedi de mars au 2 ^{ème} dimanche de juin
Autres cours d'eau ou parties de cours pour lesquels un TAC est défini	du 2 ^{ème} samedi de mars au 2 ^{ème} dimanche de juin . du 2 ^{ème} samedi de juillet au 3 ^{ème} dimanche de septembre

Modes de pêche - La pêche du saumon et de la truite de mer est autorisée conformément à la réglementation générale sauf dispositions plus restrictives mentionnées ci dessous:

sur la Sée, la Sélune :

du 3 ^e samedi d'avril à la date de fermeture	pêche interdite aux ver et crevette pour toutes espèces sur la Sée en amont du Pont de Vernix (RD 162) et sur la Sélune en amont du barrage de Quincampoix
à partir du 2 ^{ème} samedi de juillet	pêche à la mouche artificielle fouettée uniquement, sur la Sélune en amont du barrage de Quincampoix

sur la Vire :

du 1 ^{er} mai au 31 juillet	pêche à tous leurres et poissons morts ou vifs
du 1 ^{er} août au 3 ^{ème} dimanche de septembre	pêche à la mouche artificielle fouettée uniquement

Nombre de captures autorisées - Pour la saison de pêche 2013, les totaux admissibles de captures (TAC) exprimés en œufs pour le saumon sont fixés comme suit :

Cours d'eau	Total exprimé en œufs	Nombre maximum autorisé de captures de saumons de printemps	Nombre autorisé de captures de castillons à partir du 2 ^{ème} samedi de juillet
la Sélune (en aval de la Roche qui Boit) la Sée (en aval du pont de la R.D. 977 commune de Sourdeval)	1 474 000	105	476
la Sienne (en aval de son confluent avec le ruisseau de St Maur des Bois commune de Beslon)	479 500	34	155
la Vire	22 000	2	8
la Saire (en aval de son confluent avec le ruisseau du Mesnil au Val commune du Theil)	38 500	3	12

Le maximum de prises est fixé à 6 saumons par pêcheur pour la période de pêche dont 2 saumons de printemps avant le 2^{ème} samedi de juin. Il est rappelé que les captures doivent faire l'objet d'une déclaration conformément aux dispositions précisées à l'article 7 du présent arrêté.

En cas d'atteinte du TAC "saumons de printemps", la pêche est suspendue jusqu'au 2^{ème} samedi de juillet exclu. A partir du 2^{ème} samedi de juin, la pêche des saumons de printemps est interdite. Ces poissons, identifiés par leur taille (poissons de 67 cm et plus) doivent être remis à l'eau.

Art. 3 : Bassin Loire Bretagne - En 2013, la pêche du saumon et de la truite de mer est autorisée sur le COUESNON selon les modalités précisées ci-dessous :

Périodes d'ouverture et mode de pêche :

du 2^{ème} samedi de mars au 31 juillet : à tous leurres ; du 1^{er} août au 15 octobre: à la mouche artificielle fouettée seulement

Nombre de captures autorisées (saumon) :

- 10 saumons de printemps. A partir du 15 juin la pêche de saumons de printemps est interdite. Ces poissons, identifiés par leur taille (poissons de 67 cm et plus) doivent être remis à l'eau
- A partir du 16 juin, la pêche se poursuivra sur la fraction « castillons » dont le TAC est fixé à 90. Les castillons sont identifiés par leur taille inférieure à 67 cm.

Pour des raisons de partage de la ressource, un quota individuel sur la saison de pêche est défini pour tous les cours d'eau bretons :

- 2 saumons de printemps ; - 8 castillons.

Art. 4 : Autres poissons migrateurs

Anguille : La pêche de l'anguille est autorisée du 2^{ème} samedi de mars au 15 juillet , à l'exception du bassin du Couesnon pour lequel la période d'ouverture est fixée du 1^{er} avril au 31 août.

La pêche de l'anguille de moins de 12 cm (civelle) et de l'anguille argentée est interdite en amont de la limite de salure des eaux.

Dans les eaux de 2^{ème} catégorie, sont autorisées :

- l'usage de la bosselle à anguilles (6 maximum, diamètre maximum d'entrée 40 mm)
- la pêche à la vermée du 3^{ème} samedi d'avril au 15 juillet (interdite en 1^{ère} catégorie) ; conformément aux dispositions de l'article 5 ci dessous la pêche à la vermée de nuit est interdite.

Lamproies, aloses

Cours d'eau de 1ère catégorie	Cours d'eau de 2ème catégorie
-------------------------------	-------------------------------

Lamproies du 3 ^{ème} samedi d'avril au 3 ^{ème} dimanche de septembre	Lamproies du 1 ^{er} samedi de juin au 31 décembre
Aloses du 1 ^{er} mai au 15 juillet	Aloses du 1 ^{er} de mai au 15 juillet Sur la Vire : ouverture anticipée du 2 ^{ème} samedi d'avril, à la mouche artificielle fouettée uniquement, jusqu'au 1 ^{er} mai exclu.

Art. 5 : Heure d'interdiction - La pêche ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher.
Art. 6 : Taille minimum des poissons - Les poissons des espèces visées ci-après ne peuvent être pêchés et doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture si leur longueur mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée est inférieure à : 0,50 m pour le saumon ; 0,35 m pour la truite de mer ; 0,30 m pour l'aloise ; 0,20 m pour la lamproie fluviatile ; 0,40 m pour la lamproie marine

Art. 7 : Marquage et déclarations de captures

1^o) Conformément à l'article R. 436-65 du code de l'environnement "Toute personne qui est en action de pêche du saumon atlantique dans les eaux mentionnées à l'article R. 436-44 doit détenir une marque d'identification non utilisée et son carnet nominatif de pêche."

Dès la capture d'un saumon, et avant de le transporter, elle doit fixer sur le poisson une marque d'identification et remplir les rubriques de son carnet nominatif.

Les pêcheurs amateurs doivent, pour chaque capture, adresser une déclaration de capture à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques. Les pêcheurs professionnels en eau douce doivent adresser chaque mois le relevé des captures qu'ils ont réalisées au même conseil.

L'envoi de la déclaration à l'ONEMA se fait via le dépositaire.

Au début de la saison de pêche, chaque pêcheur souhaitant pratiquer la pêche des "Salmonidés migrateurs" devra se munir de l'assortiment délivré en contrepartie de l'acquiescement de la cotisation pour la protection du milieu aquatique.

Le dépositaire doit remettre à tout pêcheur acquéreur de la cotisation pour la protection du milieu aquatique une enveloppe 17 x 25 cm portant la mention "premier assortiment, à remettre obligatoirement à tout pêcheur acquittant la cotisation pour la protection du milieu aquatique".

Cette enveloppe contient : une carte d'enregistrement du pêcheur, pré-affranchie ; une bague jaune, une enveloppe de déclaration (liseré rouge) et une fiche récapitulative des captures pour le saumon ; cinq enveloppes de déclaration pour la truite de mer (liseré vert).

La déclaration par le pêcheur des captures de saumons est obligatoire. **Chaque saumon capturé doit être bagué et enregistré** sur son carnet nominatif de pêche, **dès sa capture et avant tout transport**, et déclaré à l'aide de la déclaration fournie dans l'enveloppe de l'assortiment, de plus la capture doit être reportée sur la fiche récapitulative correspondante.

Pour la truite de mer, la déclaration des captures est demandée aux pêcheurs à titre volontaire.

Les enveloppes-réponses de déclaration de capture, pré-affranchies et différentes pour les deux espèces, sont adressées au Centre d'Interprétation des captures : par les dépositaires dans le cas du saumon au plus tard le lendemain de sa remise par le pêcheur ; par les pêcheurs eux-mêmes dans le cas de la truite de mer.

La déclaration des captures de truites de mer sur la Vire est obligatoire.

Le pêcheur ayant réalisé une capture de saumon doit se procurer un assortiment de renouvellement (comprenant une bague et une enveloppe de déclaration) auprès du dépositaire le plus proche ; l'assortiment de renouvellement ne peut être délivré qu'en échange de l'enveloppe de déclaration de la capture précédente, que le dépositaire se chargera d'expédier au Centre d'Interprétation des Captures.

2^o) Dispositions pénales - Article R.436-67 du code de l'environnement :

"Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe :

- le fait, en amont de la limite de salure des eaux, de ne pas relâcher immédiatement après leur capture, des poissons migrateurs qui n'ont pas les dimensions minimales prévues par l'article R. 436-62 ;
- le fait de ne pas observer l'une des prescriptions fixées au premier alinéa de l'article R. 436-65."

Article R. 436-68 du code de l'environnement :

I - "Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5^e classe :

- le fait de pratiquer la pêche des poissons migrateurs en amont de la limite de salure des eaux pendant les périodes d'interdiction fixées en application des articles R. 436-55 à R.436-58, R.436-60 et R. 436-63 ;

- le fait de ne pas observer l'une des prescriptions fixées aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas de l'article R. 436-65 .

II - La récidive des contraventions prévues ci-dessus est réprimée conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal."

Art. 8 : Procédés et modes de pêche prohibés -

La pêche des poissons « ravalés » (salmonidés migrateurs de descente) est interdite toute l'année.

La pêche par grappinage et harponnage est interdite. L'usage et le port de la gaffe sont interdits.

Art. 9 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie, le président de la fédération des associations pour la pêche et la protection du milieu aquatique et tous les agents assermentés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Signé : le préfet : Adolphe COLRAT.

◆
DIVERS

Dreal : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Arrêté du 5 mars 2013 donnant délégation de signature générale à certains agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 2008-158 du 28 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie modifiant le décret n° 2 004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Vu le décret du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Alphonse COLRAT, en qualité de Préfet de la Manche,

Vu la décision ministérielle du 4 janvier 2010, portant nomination M. Christophe QUINTIN, en qualité de directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie,

Vu l'arrêté ministériel du 13 août 2012 portant cessation de fonctions du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie,

Vu l'arrêté ministériel du 13 août 2012 chargeant M. Christian DUPLESSIS, en sus de ses fonctions de directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie, de l'intérim du Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Basse-Normandie,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 portant organisation de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 février 2013 portant délégation de signature générale du Préfet de la Manche au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie par intérim,

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie par intérim,

Art. 1 : La délégation de signature conférée par l'article 1 de l'arrêté du Préfet de la Manche du 27 février 2013 pourra être exercée pour les décisions se rapportant :

- au domaine des sites et paysages (article 2-1) :
 - o par M. Ludovic GENET, chef du service ressources naturelles, mer et paysage,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. GENET, par Mme Françoise AVRIL, chef de la division sites et paysages,
 - au domaine de la biodiversité (article 2-2) :
 - o par M. Ludovic GENET, chef du service ressources naturelles, mer et paysage,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. GENET, par M. Denis RUNGETTE, chef de la division biodiversité,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. RUNGETTE, par M. Bruno DUMEIGE, chef de l'unité territoires protégés/labellisés,
 - au domaine de la sécurité des ouvrages hydrauliques (article 2-3) :
 - o par M. Jean DELMOND, chef du service risques technologiques et naturels,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. DELMOND, par Mme Nathalie DESRUELLES, chef de la division risques naturels et sous-sols, adjointe au chef de division,
 - aux domaines des mines et carrières et du stockage souterrain d'hydrocarbures (articles 2-4 et 2-5) :
 - o par M. Jean DELMOND, chef du service risques technologiques et naturels,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. DELMOND, par Mme Nathalie DESRUELLES, chef de la division risques naturels et sous-sols, adjointe au chef de division,
 - au domaine des installations classées et des déchets (articles 2-6 et 2-7) :
 - o par M. Jean DELMOND, chef du service risques technologies et naturels,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. DELMOND, par Mme Isabelle FREBOURG, chef de la division risques technologiques accidentels ou Mme Sylvie BOUTTEN, chef de la division risques chroniques, adjointes au chef de service,
 - aux domaines de la production, du transport et de la distribution d'énergie, des économies d'énergie et des énergies nouvelles (articles 2-8 à 2-11) :
 - o par M. Philippe COTTANCEAU, chef du service énergie, construction, climat, air, développement durable,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. COTTANCEAU, par M. Jean-Pierre ROPTIN, chef de la division énergie, air, climat,
 - aux domaines des appareils et canalisations sous pression de vapeur ou de gaz, équipements sous pression et équipements sous pression transportables (article 2-12) :
 - o par M. Jean DELMOND, chef du service risques naturels et technologiques,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. DELMOND, par Mme Isabelle FREBOURG, chef de la division risques technologiques accidentels,
 - au domaine des véhicules automobiles et matériels de transport de matières dangereuses (article 2-13) :
 - o par M. Jean-Louis JOUVET, chef du service transports, intermodalité, véhicules, sécurité routière,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. JOUVET, par Mme Hélène MACH, chef de la division transports-véhicules, adjointe au chef de service ou par M. Yvon QUEDEC, chef de l'unité véhicules ou M. Serge BLANDIN, chef de l'unité régulation et contrôle des transports,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. QUEDEC, par M. Eric LESNIAK, technicien de l'unité véhicules, pour les décisions de réception à titre isolé et la délivrance des autorisations de mise en circulation,
 - au domaine de l'évaluation environnementale des plans, schémas et programmes ainsi que les documents d'urbanisme (PLU-SCOT) (article 2-14) :
 - o par M. Philippe SURVILLE, chef de la mission intégration environnementale,
 - o en cas d'absence ou d'empêchement de M. SURVILLE, par Mmes Sandra GRIDAINE, Sandrine HERICHER, Karine LEROUVILLOIS et MM. Boris ALEXANDRE, Patrice FRANCOIS et Jérôme DOREY.
- Art. 2 : L'arrêté du 10 septembre 2012 portant sur le même objet est abrogé.
- Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Manche et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du Logement de Basse-Normandie par intérim, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Manche.
- Signé : Pour le Préfet de la Manche, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement par intérim : Christian DUPLESSIS

